

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	23.04.2024
Thème	Sans restriction
Mot-clés	Femmes et politique de parité, Relations avec l'Union européenne (UE)
Acteurs	Dreifuss, Ruth (sp/ps) BR EDI / CF DFI
Type de processus	Sans restriction
Date	01.01.1990 - 01.01.2020

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Barras, François
Benteli, Marianne
Ehrensperger, Elisabeth
Eperon, Lionel
Füzesséry, Alexandre

Citations préféré

Barras, François; Benteli, Marianne; Ehrensperger, Elisabeth; Eperon, Lionel; Füzesséry, Alexandre 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Femmes et politique de parité, Relations avec l'Union européenne (UE), 1993 - 2001*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 23.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Politique étrangère	1
Relations avec l'UE	1
Relations avec d'autres Etats	1
Politique sociale	2
Assurances sociales	2
Assurance-vieillesse et survivants (AVS)	2
Assurance-invalidité (AI)	3
Groupes sociaux	3
Femmes et politique de parité	3
Enseignement, culture et médias	6
Enseignement et recherche	6
Culture, langues, églises	6
Cinéma	6

Abréviations

UNO	Organisation der Vereinten Nationen
AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
AUNS	Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz
EU	Europäische Union
IV	Invalidenversicherung
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
EL	Ergänzungsleistungen
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
EG	Europäische Gemeinschaft
SAJV	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände
SHIV	Economiesuisse (ehem. Schweizerischer Handels- und Industrie-Verein)
SBV	Schweizerischer Bauernverband
CNG	Christlichnationaler Gewerkschaftsbund (Vorgänger von Travail.suisse)
VSA	Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände
BAK	Bundesamt für Kultur

ONU	Organisation des Nations unies
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
ASIN	Action pour une Suisse Indépendante et Neutre
UE	Union européenne
AI	Assurance-invalidité
DFI	Département fédéral de l'intérieur
EEE	l'Espace économique européen
PC	Prestations complémentaires
USS	Union syndicale suisse
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
USAM	Union suisse des arts et métiers
CE	Communauté européenne
CSAJ	Conseil Suisse des Activiés de Jeunesse
USCI	Economiesuisse (ancienne Union suisse du commerce et de l'industrie)
USP	Union Suisse des Paysans
CSC	Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (Prédécesseur de Travail.suisse)
ES	Fédération des sociétés suisses d'employés
OFC	Office fédéral de la culture

Chronique générale

Politique étrangère

Relations avec l'UE

DÉBAT PUBLIC
DATE: 02.10.1995
LIONEL EPERON

La confrontation entre opposants et partisans d'une intégration de la Suisse au sein de l'Europe a atteint une intensité toute particulière à l'occasion de trois **manifestations d'ampleur nationale** qui se sont déroulées dans les villes de Zurich, puis Bienne. C'est tout d'abord à l'appel du conseiller national et président de l'ASIN Christoph Blocher (udc, ZH) que quelque 10 000 défenseurs d'une Suisse indépendante se sont rassemblés, fin septembre, dans les rues de la ville bordant la Limmat sous le slogan "Oui à la Suisse - Non à une adhésion à l'EEE/UE". L'après-midi du même jour, le parti socialiste zurichois - désireux de contrecarrer l'aile dure de l'UDC à quelques semaines des élections fédérales - a mis sur pied une contre-manifestation sur le Platzspitz qui devait à son tour rassembler près de 10 000 participants favorables à une "Suisse ouverte et tolérante", dont le conseiller fédéral démissionnaire Otto Stich. La présence, en marge des deux manifestations, de nombreux casseurs issus de la droite et de la gauche extrémistes a été à l'origine d'importantes échauffourées provoquant des dégâts matériels non-négligeables. Clairement placée sous le signe de l'apaisement, puisque organisée une semaine plus tard dans la ville bilingue de Bienne, une seconde manifestation pro-européenne a réuni environ 3000 personnes, sous la houlette du mouvement "Né le 7 décembre". Outre le PSS, le PLS, les grands syndicats, l'UNES ainsi que les jeunes libéraux, radicaux, démocrates-chrétiens et écologistes, de nombreuses personnalités du monde politique - dont la conseillère fédérale Ruth Dreifuss - ont apporté leur soutien à la manifestation. Quelque 700 anti-Européens devaient parallèlement se rendre à Morgarten (ZG) à l'occasion d'une rencontre de l'UDC de Suisse centrale durant laquelle Christoph Blocher a rappelé son attachement à une Suisse indépendante et neutre.¹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 18.03.2000
FRANÇOIS BARRAS

En début d'année, les paris étaient encore ouverts au sujet de l'**aboutissement de la procédure référendaire initiée par les Démocrates suisses et la Lega**. Sans grande surprise cependant, les deux partis ont déposés à Berne les 50'000 signatures requises au référendum - 66'733 signatures reconnues valables, dont 23'000 déposées par les Démocrates et 9800 par la Lega -, soutenus dans leur tâche par diverses formations et organisations politiques proches des milieux de droite ainsi que quelques mouvements écologistes ou d'extrême gauche opposés aux perspectives économiques des accords. Absents de la campagne de récolte de signatures, l'UDC et l'ASIN ont fait montre d'un attentisme qui présageaient des débats internes énergiques que **la campagne en vue des votations** allait motiver. La campagne a été rapidement relayée par le Conseil fédéral qui a tenu à afficher une position homogène en faveur des accords. En sa qualité de président, Adolf Ogi fut le premier à monter au front et cerner les grandes lignes d'argumentation du gouvernement, principalement pour fustiger les risques d'amalgame entre une ratification des bilatérales et une adhésion à l'UE. Cette prise de position a été suivie d'une offensive massive du Conseil fédéral, dont quatre de ses membres - Moritz Leuenberger, Ruth Dreifuss, Joseph Deiss et Pascal Couchepin - ont exposé au coude à coude les vues gouvernementales. Le nombre exceptionnel de ministres fut légitimé par l'importance de l'enjeu aux yeux du Conseil fédéral et par le fait que les accords touchaient quatre départements fédéraux.²

Relations avec d'autres Etats

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 19.10.1993
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Dans le cadre du festival du film de Locarno, **Helmut Kohl** s'est entretenu à titre informel avec les conseillers fédéraux Flavio Cotti, Adolf Ogi et Ruth Dreifuss. Au mois d'octobre, le Chancelier allemand est venu à Berne pour une visite officielle; au cours de ses entretiens avec plusieurs conseillers fédéraux, il les a assuré du soutien de l'Allemagne lors des négociations bilatérales avec l'UE. En début d'année, à l'occasion d'une visite de travail, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, s'était entretenu avec le chef du DFAE sur l'avenir des relations entre la Suisse et l'UE.³

Politique sociale

Assurances sociales

Assurances sociales

DÉBAT PUBLIC
DATE: 11.05.1994
MARIANNE BENTELI

Da die Äusserungen der Arbeitgeber und der Vertreter von FDP und SVP – insbesondere auch die immer wieder vorgebrachte These, wonach die **AHV kurz vor dem finanziellen Kollaps** stehe – vor allem in der älteren Bevölkerung bedeutende Ängste auslösten, griff Bundesrätin Dreifuss schliesslich zu einem für schweizerische politische Verhältnisse ungewohnten Mittel. Sie liess der Presse einen **offenen Brief an die Bevölkerung** zukommen, in welchem sie das materielle Fundament der AHV bis über die Jahrtausendwende hinaus als solide und für die Sicherung der Renten ausreichend taxierte, weshalb sich ihrer Ansicht nach auch die Anhebung des Rentenalters der Frauen im Rahmen der 10. AHV-Revision nicht aufdränge. Da der Gesamtbundesrat im Vorjahr beschlossen hatte, sich entgegen seiner ursprünglichen Haltung dieser Erhöhung des Rentenalters nicht zu widersetzen, sah sich Dreifuss dem Vorwurf der bürgerlichen Parteien ausgesetzt, mit ihrer Initiative das Kollegialitätsprinzip verletzt zu haben.⁴

Assurance-vieillesse et survivants (AVS)

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 06.05.1993
MARIANNE BENTELI

Eine Frau, die sich bereits im Vorfeld der parlamentarischen Debatte vehement für die Beibehaltung des bisherigen Rentenalters der Frauen eingesetzt hatte, war SGB-Sekretärin Ruth Dreifuss. In einem Zeitungsinterview vertröstete sie die Frauen darauf, dass in der Nachfolge des zurücktretenden Bundesrats Felber vielleicht eine Frau in den Bundesrat gewählt würde, welche hier entscheidenden Einfluss nehmen könnte. Wenige Wochen später war sie die neue Magistratin im Siebner-Gremium und zudem Vorsteherin des für die AHV-Revision zuständigen EDI – und konnte das Steuer dennoch nicht herumreissen. Nachdem der Bundesrat anlässlich der Beratungen der 10. AHV-Revision im Nationalrat entgegen seiner ursprünglichen Haltung erklärt hatte, die Erhöhung des Rentenalters der Frauen auf 64 Jahre sei ein gangbarer Weg, dem er sich nicht widersetzen werde, versuchte Dreifuss zwei Monate später vergeblich, die Landesregierung zu bewegen, auf ihren Entscheid zurückzukommen und die Frage des Rentenalters der Frauen auf die 11. AHV-Revision zu verschieben. Die Kollegen von Dreifuss begründeten ihre Meinungsänderung damit, dass Unnachgiebigkeit in dieser Frage die Einführung des Splittings verzögern würde.⁵

INITIATIVE POPULAIRE
DATE: 19.12.1997
MARIANNE BENTELI

Die Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates beantragte dem Rat überraschend mit 12 zu 9 Stimmen Annahme der Initiative. In der Plenumsdebatte zeigte sich aber rasch, dass die befürwortende Kommissionsmehrheit einer fast **geschlossenen Allianz der bürgerlichen Parteien** gegenüber stand. Als Hauptargument führten diese an, die Initiative würde die an und für sich schon schwierige **finanzielle Lage der AHV zusätzlich massiv belasten**; ferner setze die den Frauen mit der 10. AHV-Revision zugestandene Gleichstellung in den Rechten auch eine solche bei den Pflichten voraus. Demgegenüber wiesen die Vertreter und Vertreterinnen der links-grünen Parlamentsminderheit auf die Folgen der Heraufsetzung des Rentenalters der Frauen für den Arbeitsmarkt hin. Bundesrätin Dreifuss appellierte einmal mehr an das Parlament, Lösungen für eine flexible Pensionsaltersregelung zu finden. Mit 111 zu 72 Stimmen empfahl der Nationalrat Volk und Ständen die **Ablehnung der Initiative**. Auch im Ständerat hatte die Initiative der Gewerkschaften keine Chancen. Als Gegenargumente wurden auch hier die Kosten und die finanzielle Lage der AHV vorgebracht.⁶

INITIATIVE POPULAIRE
DATE: 27.09.1998
MARIANNE BENTELI

Die **Volksinitiative** der SP und der Gewerkschaften **“für die 10. AHV-Revision ohne Erhöhung des Rentenalters”** wurde in der Volksabstimmung vom 27. September mit 58% Neinstimmen **verworfen**. Angenommen wurde sie nur von den welschen Kantonen Waadt, Neuenburg, Genf, Jura und Freiburg (sehr knapp) sowie dem Tessin. Die Initianten wollten mit dem Begehren einen Teil der 10. AHV-Revision, nämlich die schrittweise Erhöhung des Rentenalters der Frauen auf 64 Jahre, vom Volk an der Urne korrigieren lassen. Sie argumentierten, dass sich im Juni 1995 bei der Abstimmung zur 10. AHV-Revision ein grosser Teil der Stimmenden in einer Zwickmühle befunden habe: ein Ja zum fortschrittlichen Paket (Splitting und Erziehungsgutschrift) habe zwingend

auch eine Zustimmung zum heftig umstrittenen höheren Rentenalter für die Frauen bedeutet. Die Gegner taten dies als "Rosinenpickerei" ab und führten vor allem die Finanzen ins Feld: Die Beibehaltung des Rentenalters 62 für die Frauen würde die AHV jedes Jahr mindestens 700 Mio. Fr. kosten. Bundesrätin Dreifuss, vor ihrer Wahl in den Bundesrat als Gewerkschafterin entschiedene Kämpferin gegen die Erhöhung des Frauenrentenalters, zeigte sich nach der Abstimmung erfreut über das klare Ergebnis, äusserte aber gleichzeitig auch ihre Besorgnis über die starken regionalen Unterschiede mit Ja-Stimmenanteilen zwischen 23 und 68%.

Abstimmung vom 27. September 1998

Beteiligung: 51,6%
Nein: 1'347'139 (58%) / 17 6/2 Stände
Ja: 973'966 (42%) / 5 Stände

Parolen:

- Nein: CVP, FDP, SVP, LP, FP, SD, EDU, KVP; SGV, Arbeitgeber, Vorort, SBV; Schweizerischer Senioren- und Rentnerverband (SSRV).
- Ja: SP, GP, LdU, EVP, CSP, Lega, PdA; SGB, CNG, VSA; SAJV.⁷

Assurance-invalidité (AI)

Eine Überraschung ergab sich in der Sommersession vorerst im **Nationalrat** bei der Beratung der 4. Revision des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (IV). Recht knapp mit 84 zu 76 Stimmen folgte die Volkskammer einem Antrag Gross (sp, TG) und beschloss, gegen Bundes- und Ständerat **an der Viertelsrente** für Personen mit einer gesundheitlichen Beeinträchtigung zwischen 40 und 50 Prozent **festzuhalten**. Den Durchbruch schaffte der Antrag dank der Unterstützung durch bürgerliche Ratsmitglieder aus FDP, CVP und SVP. Die Gegner des nun vom Bundesrat bereits zum dritten Mal präsentierten Vorschlags argumentierten, dass es sich bei den geschätzten 20 Mio. Fr. pro Jahr um "unechte" Einsparungen handle, da dadurch voraussichtlich mehr Halbrenten gesprochen würden; zudem widerspreche die Massnahme dem ursprünglichen Grundsatz der IV (Wiedereingliederung vor Rente), weil damit jede Erwerbstätigkeit über 50% finanziell unattraktiv würde. Die Befürworter einer Streichung führten ins Feld, die Ablösung der Viertelsrente durch eine bessere Berücksichtigung von Härtefällen bei den Ergänzungsleistungen entspreche dem Bestreben, den individuellen Bedürfnissen der betroffenen Personen gerecht zu werden. Bundesrätin Dreifuss verwies zudem darauf, dass die Viertelsrenten im Rahmen der Verträge mit der EU wohl auch ins Ausland exportiert werden müssten, was mit der vorgeschlagenen Überführung der Härtefallrenten ins EL-System vermieden werden könnte. Abgelehnt wurde hingegen ein rot-grüner Antrag, das Defizit der IV mit einer Erhöhung der Beiträge um drei Lohnpromille von heute 1,4 auf 1,7% auszugleichen oder zumindest zu verringern. Die Abschaffung der Zusatzrenten für die Ehepartner passierte auch in der grossen Kammer praktisch diskussionslos.⁸

Groupes sociaux

Femmes et politique de parité

Bundesrätin Dreifuss leitete die Schweizer Delegation an der **Dritten europäischen Fachministerinnen- und Fachministerkonferenz zur Gleichstellung von Frau und Mann**, welche Ende Oktober in Rom stattfand. Hauptthema der Konferenz waren die künftig zu wählenden Strategien zur Eliminierung der Gewalt gegen Frauen in der Gesellschaft. Neben juristischen und administrativen Massnahmen zur Gewaltbekämpfung stand vor allem die Rolle der Medien im Vordergrund. Die Schweiz legte einen Länderbericht vor, welcher eine Analyse der Wirkung und der Funktion von Medien lieferte und daraus Strategien zur Gewaltbekämpfung ableitete.⁹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 18.06.1998
MARIANNE BENTELI

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 25.10.1993
MARIANNE BENTELI

DÉBAT PUBLIC
DATE: 15.09.1994
MARIANNE BENTELI

Unter der Führung von Gret Haller (sp, BE), die im Berichtsjahr als Nationalratspräsidentin höchste Schweizerin war, und von Bundesrätin Ruth Dreifuss wurde das **Solidaritätsnetz der politisch verantwortlichen Frauen** weiter ausgebaut. Ende März trafen sich auf Einladung Hallers rund 120 nebenamtliche Präsidentinnen von Gemeinde- und Kantonsräten in Bern, um über ihre politischen Erfahrungen zu diskutieren. Im Mai lud Dreifuss jene Frauen zu einem Gedankenaustausch ein, die hauptamtlich ein Exekutivamt bekleiden. Im September schliesslich folgten die Parlamentspräsidentinnen von Deutschland, El Salvador, Grenada, Finnland, Island, Italien, Japan und Südafrika der Einladung Hallers zu einer internationalen Konferenz. Die Politikerinnen befassten sich mit der Rolle der Frau in der Politik, aber auch mit Fragen der Nord-Süd-Solidarität und des Minderheitenschutzes.¹⁰

AUTRE
DATE: 16.09.1995
MARIANNE BENTELI

Als Leiterin der Schweizer Delegation an der **UNO-Frauenkonferenz in Peking** verurteilte Bundesrätin Dreifuss vor dem Plenum scharf jede Form von **Gewalt gegen Frauen** als eine der unzulässigsten Menschenrechtsverletzungen und als Haupthindernis auf dem Weg zur Gleichstellung der Geschlechter. Sie erinnerte daran, dass sich nicht nur im Süden, sondern auch im Norden die Kluft zwischen Reich und Arm weiter vertieft. Frauen hätten häufig die Hauptverantwortung für Kinder, ältere Menschen und Kranke und seien deshalb in besonderem Masse von Armut bedroht. Seit der 3. Frauenkonferenz in Nairobi im Jahre 1985 habe es zwar Fortschritte, aber auch Stagnation und vielfach dramatische Rückschritte gegeben. Von der Chancengleichheit im Bildungswesen, auf dem Arbeitsmarkt und bei den verantwortungsvollen Positionen in Politik und Gesellschaft seien die Frauen noch weit entfernt.

Bundesrätin Dreifuss legte auch die neuen **Gesetzgebungsmassnahmen der Schweiz** dar, die darauf abzielen, die Diskriminierung der Frauen abzubauen und ihre Situation im privaten wie im öffentlichen Sektor entscheidend zu verbessern, etwa durch eine Ausdehnung des Kündigungsschutzes bei Gleichstellungskonflikten sowie durch die Anerkennung unentgeltlich geleisteter Arbeit für Kinder und andere zu betreuende Personen in den Sozialversicherungen. Als wichtigsten nächsten Schritt nannte sie die Einführung der Mutterschaftsversicherung und die Revision des Scheidungsrechts.¹¹

AUTRE
DATE: 02.10.1995
MARIANNE BENTELI

1995 schafften drei Frauen den **Einbruch in eine traditionelle Männerdomäne**: Claudia Kaufmann, ehemals Leiterin des Eidg. Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann und seit 1993 stellvertretende Generalsekretärin von Bundesrätin Dreifuss, wurde als erste Frau zur Generalsekretärin eines Departements (EDI) ernannt. Mit der Luzernerin Ursula Widmer-Schmied wählte die Vereinigte Bundesversammlung erstmals eine Frau zur Präsidentin des Eidgenössischen Versicherungsgerichts. Die Künstlerin Sophie Taeuber-Arp (1889-1943) schliesslich zierte als erste Frau eine Schweizer Banknote, nämlich die neu geschaffene 50-Franken-Note.¹²

DÉBAT PUBLIC
DATE: 09.09.1996
MARIANNE BENTELI

Der **5. Schweizerische Frauenkongress**, der vom 19. bis 21. Januar in Bern stattfand, und an dem weit über 2000 Frauen aus allen Landesteilen sowie allen politischen, sozialen, kirchlichen und kulturellen Kreisen teilnahmen, stand unter dem Motto "L'avenir au féminin - Visionen unserer Zukunft - donne 2099". Den Auftakt der Veranstaltung machte Bundesrätin Ruth Dreifuss mit einer Rede, in der sie insbesondere die **Rolle des Staates bei der Verwirklichung der Gleichstellung** herausstrich. Nötig seien eine Feminisierung des Staates und mehr Frauen in allen Institutionen. Bei der Frauenförderung gehe es nicht darum, Frauen zu bevorzugen, sondern nicht länger systematisch Männer vorzuziehen. Herzstück des Kongresses waren 80 Workshops, die in vier Foren die Themen "Offene Schweiz - globale Verantwortung", "Neue Lebens- und Arbeitsformen", "Soziale Sicherheit im 21. Jahrhundert" und "Gewaltfreie Gesellschaft" diskutieren. Zum Abschluss wurden in einer Plenarversammlung **knapp 80 Resolutionen** verabschiedet. Als vordringlich wurde die Einführung einer Mutterschaftsversicherung für alle Frauen gefordert. Verlangt oder zumindest angeregt wurden ein flexibles Rentenalter mit ungekürztem Rentenanspruch, die gerechtere Verteilung von bezahlter und unbezahlter Arbeit, die Aufwertung der Familienbetreuung, die Förderung der Friedensforschung, die finanzielle Unterstützung der Frauenhäuser, die Aufhebung der Verjährung bei sexueller Ausbeutung, die Ratifikation der UNO-Konventionen über Frauen- und Kinderrechte sowie der Beitritt zu UNO und EU.¹³

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL

DATE: 18.09.1996
MARIANNE BENTELI

Im **Nationalrat** war es der Thurgauer Gusset, der im Namen der FP argwöhnte, die Frauenkonvention sei wohl das Mittel, um sozialistische Anliegen wie das Recht auf Arbeit und die Mutterschaftsversicherung durch die Hintertür einzuführen. Vorbehalte brachten auch die Liberalen an, während die SVP sich eines Kommentars enthielt. Auch hier konterte Bundesrätin Dreifuss, die UNO-Konvention werde das politische Leben in der Schweiz nicht auf den Kopf stellen, sondern könne höchstens den **Prozess zur Umsetzung der Gleichstellung** von Frau und Mann in allen Lebensbereichen **dynamisieren**. Einig waren sich die Rednerinnen von CVP, FDP und SP, dass die Ratifizierung des Abkommens aus dem Jahr 1979 nun überfällig sei. Die Konvention wurde schliesslich mit 99 gegen 22 Stimmen und bei 14 Enthaltungen gutgeheissen.¹⁴

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL

DATE: 31.12.1996
MARIANNE BENTELI

In der Frühjahrsession stimmte die **kleine Kammer** als Erstrat einstimmig der **Ratifikation des UNO-Übereinkommens zur Beseitigung aller Diskriminierungen der Frauen** mit den vom Bundesrat beantragten Vorbehalten zu. Gegen die Ratifikation des Abkommens wandten sich lediglich die Abgeordneten Schmid (cvp, AI) und Reimann (svp, AG) mit der Begründung, das Abkommen beeinträchtige die in der Schweiz gültige Rechtsordnung, weil einzelne Bestimmungen zu **direkt anwendbarem Recht** führten und damit dem Einfluss von Volk und Ständen entzogen würden. Die Juristin Beerli (fdp, BE) beruhigte ihre Kollegen und erklärte, die einzigen in der Konvention enthaltenen direkt anwendbaren Rechtsansprüche seien in der Schweiz **bereits umgesetzt**. Auch Bundesrätin Dreifuss unterstrich, dass mit der Ratifikation des Übereinkommens keine Ausweitung der Sozialrechte verbunden sei. Mit 31:7 Stimmen wurde der Antrag Schmid, die Konvention nicht zu unterzeichnen, dafür aber deren Grundsätze in einen allgemeinen Bundesbeschluss zu kleiden, abgelehnt.¹⁵

DÉBAT PUBLIC

DATE: 07.05.1997
MARIANNE BENTELI

In Anwesenheit von Bundesrätin Dreifuss lancierte anfangs Mai die Schweizerische Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten eine zweimonatige, breit gestreute **Kampagne zum Thema Gewalt gegen Frauen**. Die Veranstaltung machte mit TV-Spots, Plakaten, Broschüren und einem Faltprospekt darauf aufmerksam, dass die Gewaltproblematik viel umfangreicher und komplizierter ist, als bisher in der breiten Öffentlichkeit wahrgenommen wurde. Neben der physischen Gewalt leiden Frauen oft auch unter psychischen Misshandlungen (zerstörerische Kritik, Einschüchterungen und Drohungen). Als wichtigste Massnahme gegen Gewalt in Ehe und Partnerschaft wurden das Aufbrechen überkommener Rollenmuster und die Unterstützung der Gleichstellung der Frauen genannt, da mehrere Studien gezeigt hätten, dass Frauen in einer gleichberechtigten Partnerschaft weniger Gefahr laufen, Opfer von Gewalt zu werden.¹⁶

ÉLECTIONS

DATE: 10.12.1998
MARIANNE BENTELI

Am 9. Dezember – am Ende des Jubeljahres zum 150. Geburtstag des modernen Bundesstaates und 27 Jahre nach Einführung des Frauenstimmrechts – wurde **Ruth Dreifuss turnusgemäss zur ersten Bundespräsidentin der Schweiz gewählt**. Sie wird dem Bundesrat im Jahr 1999 vorstehen.¹⁷

ORDONNANCE / ARRÊTÉ FÉDÉRAL SIMPLE

DATE: 18.06.1999
MARIANNE BENTELI

In Anwesenheit von Bundespräsidentin Ruth Dreifuss wurde Mitte Juni der **Aktionsplan der Schweiz zur Gleichstellung von Frau und Mann** vorgestellt. Der Katalog von rund 3000 wünschenswerten Massnahmen ist eine Folgearbeit der 1995 in Peking durchgeführten UNO-Weltfrauenkonferenz. Die Umsetzung der unverbindlichen Empfehlungen hängt in erster Linie vom guten Willen und von den finanziellen Möglichkeiten der Adressaten (Behörden und Institutionen) ab. Die Ausarbeitung des Aktionsplanes erfolgte in enger Zusammenarbeit von 15 Bundesämtern und rund 50 nichtgouvernementalen Organisationen (NGOs).¹⁸

Enseignement, culture et médias

Enseignement et recherche

Enseignement et recherche

DÉBAT PUBLIC

DATE: 03.09.2001

ELISABETH EHRENSPERGER

Bundesrätin Dreifuss sprach sich am 9. Kongress der Europäischen Vereinigung für Lern- und Unterrichtsforschung für eine **Aufwertung der öffentlichen Schule** als Stärkung des Service public aus. Ein Bildungswesen, das Teilnahme und innovative Konzepte fördere, müsse wieder politische Priorität erhalten. Dass dies auch Geld koste, liege auf der Hand. Eine Unterwerfung des Schulwesens unter die Marktgesetze sei zwar auch denkbar und könnte die Autonomie der Schulen vergrössern; damit verbunden wäre aber eine Intensivierung der Unterschiede zwischen den Schulen sowie ein Wandel der Bildung von einem öffentlichen Gut zu einem Produkt.¹⁹

Culture, langues, églises

Cinéma

RELATIONS INTERNATIONALES

DATE: 12.10.1994

MARIANNE BENTELI

Anlässlich ihres Besuches bei der Europäischen Union in Brüssel plädierte Bundesrätin Dreifuss für eine **Wiederaufnahme der Schweiz in "Media"**. Die Schweiz war 1992 als erstes Land ausserhalb der EG zu diesem grossangelegten Programm zur Förderung der audiovisuellen Produktion zugelassen, dann aber nach dem EWR-Nein wieder davon ausgeschlossen worden. Die Schweizer Filmbranche erachtet die Teilnahme an "Media" als äusserst wichtig, da sie den Zugang zum europäischen Markt sicherstellt. Der Bundesrat hat denn auch dem BAK schon sehr früh ein Verhandlungsmandat mit der EU erteilt, doch wurden die offiziellen Unterhandlungen bis zum Ende des Berichtsjahres nicht aufgenommen. Solange kein neues Abkommen abgeschlossen ist, verwendet das BAK die Gelder, die für die Teilnahme an "Media" bestimmt waren, für die direkte Förderung von inländischen Film- und Fernsehproduktionen.²⁰

1) Presse des 23.8., 24.8., 14.9., 25.9., 26.9 et 2.10.95; 24 Heures, 22.9 et 29.9.95; presse du 8.5.95.

2) 24h, 25.1 et 4.4.00; LT, 17.2.00; NZZ, 17.2.00; TA, 18.3.00

3) Presse des 9.8 et 19.10.93; NZZ, 13.2.93 (Kinkel).

4) Bund, 10.2.94; NQ, 11.2.94; NZZ, 17.2.94; Presse vom 11.5 und 17.5.94; Situation der AHV: BZ, 3.6.94; TA, 7.6.94; Soziale Sicherheit, 1995, Nr. 2, S. 114; Moratorium bei den Sozialversicherung: Presse vom 14.6.94; Mischindex beim

Teuerungsausgleich: Presse vom 7.11.94; Finanzkommission Nationalrat: 11.11.94

5) Amtl. Bull. NR, 1993, S. 244; L'Hebdo, 4.2.93; TG, 19.3.93; Presse vom 11.3., 6.5. und 21.8.93; Eidg. Kommission für Frauenfragen: SGT, 27.2.93; TW, 2.3.93

6) AB NR, 1997, S. 1623ff.; AB NR, 1997, S. 2913f.; AB SR, 1997, S. 1260ff.; AB SR, 1997, S. 1375; BBl, IV, 1997, S. 1606f.

7) BBl, V, 1998, S.5529ff.; Presse vom 10.7.-28.9.98. Offener Brief an BR Dreifuss: LT, 2.9., 11.9. und 14.9.98; TA, 15.9.98

8) AB NR, 1998, S. 1244ff.; AB NR, 1998, S. 1248ff.; Kostenentwicklung in der IV: "F. Donnini (1998). Anstieg der IV-Rentenbezüger: Erklärungsansätze", in CHSS, S. 202-207.

9) Gesch.ber. 1993, S. 58.

10) Presse vom 26.3., 15.5. und 15.9.94.

11) Documenta, 1995, Nr. 3, S. 17 f. (Ansprache von BR Dreifuss); Presse vom 15.8., 18.8., 23.8., 8.9. und 16.9.95.

12) Kaufmann: TA, 11.11.95; Presse vom 19.12.95; SoZ, 24.12.95. Widmer-Schmid: Presse vom 21.12.95. Taeuber-Arp: NQ, 17.8.95; LNN, 2.10.95

13) Documenta, 1996, Nr. 1, S. 9 ff. (Rede Dreifuss); TA, 8.1. und 13.1.96; Bund, 10.1., 13.1. und 17.1.96; Presse vom 15.1. und 18.-22.1.96; Ww, 25.1.96; WoZ, 26.1.96.

14) Amtl. Bull. NR, 1996, S. 1394 ff. und 1924 f.

15) Amtl. Bull. StR, 1996, S. 61 ff. und 854. Vgl. SPJ 1995, S. 263.

16) Presse vom 7.5.97. Siehe auch Lit. Gillioz. Vgl. SPJ 1996, S. 278.

17) Presse vom 9.12. und 10.12.98.

18) Lit. Eidg. Büro; Presse vom 12.6.99. (WoZ, 26.8.99). Vgl. auch SPJ 1995, S. 263.

19) Presse vom 3.9.01.

20) BaZ, 10.2.94; NQ, 12.10.94 und 10.2.95.